

Lundi 26 Février 1872
 Prix du Numéro : — Départements : 25 Centimes.
 Les Manuscrits ne seront pas rendus
 RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123
 Directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROAT

LA LIBERTÉ

Lundi 26 Février 1872
 Annonces : MM. Ch. Lagrange, Cerf et C^e, 6, place de la Bourse
 40 FR. PAR AN.—24 FR. PAR SEMESTRE.—13 FR. PAR TRIMESTRE
 BUREAU : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146
 Administrateur : LOUIS GAL

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Angleterre, 24 février.
 Londres, 24 février.
 Le budget de la marine s'élève à 508,149 livres sterling, soit une réduction de 281,807 liv. st. sur le budget précédent.
 L'Echo publie une dépêche de New-York, en date d'aujourd'hui, portant que le cabinet a discuté hier la réponse à la note de lord Granville, et a différé sa décision jusqu'à mardi. On assure qu'il maintient la position prise et n'admet pas l'interprétation anglaise du traité de Washington.
 La Tribune approuve l'attitude du gouvernement. Ce journal déclare que si l'Angleterre se retire du traité, l'Amérique doit rester loyalement attachée à ce même traité et soumettre sa cause à l'arbitrage.

Belgique, 24 février.
 Bruxelles, 24 février.
 Chambre des représentants. — M. Couvreur annonce que, en présence des procédés d'Anvers, il se réserve d'interpeller mardi prochain le gouvernement.

Espagne, 24 février.
 Madrid, 24 février.
 La Gazette officielle publie diverses nominations militaires et un décret créant un conseil supérieur de l'agriculture.
 Le comité central des radicaux a résolu hier d'organiser une coalition électorale avec les autres fractions opposées, et de publier une circulaire annonçant cette résolution.

Italie, 25 février, matin.
 Rome, 25 février, matin.
 Les journaux annoncent que le prince Napoléon est arrivé hier à Florence. Il doit venir à Rome dans quelques jours.

Italie, 25 février.
 Rome, 25 février.
 L'Italie assure qu'une convention avec la Compagnie péninsulaire pour le service entre l'Abruzzo et l'Orient a été signée hier.

Suisse, 24 février.
 Berne, 24 février.
 La nouvelle, remise en circulation par un journal de Paris, que la Prusse et la Russie s'apprêtaient à intervenir en Suisse à cause de l'Internationale, et que ces deux puissances auraient déjà adressé une Note à Bernne en dénonçant tout fondement. Le conseil fédéral a reçu de Berlin et de Saint-Petersbourg l'assurance que les gouvernements de Prusse et de Russie n'ont jamais songé à rien de semblable.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 La Convention du Travail national a choisi pour candidat à la présidence des États-Unis, M. Davis, jugé à la cour suprême.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 M. Adams, ex-ministre des États-Unis à Londres, a assisté hier au conseil des ministres.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 Les correspondants à Washington du Tribune, du Times, du Herald et du World affirment que le gouvernement proposera de soumettre au tribunal de Genève la question d'admissibilité des dommages indirects.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 La réponse américaine à la note anglaise sera ferme et courtoise, mais elle déclarera que le gouvernement des États-Unis refuse de modifier le mémoire.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 La Tribune dit que le gouvernement américain ne peut abandonner la position qu'il a maintenue jusqu'ici, et qu'il ne saurait se laisser influencer en aucune façon par le ton de la presse anglaise, ou le langage de M. Gladstone ou de M. Disraeli. C'est au tribunal arbitral à décider de sa propre compétence.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 Ce journal conserve l'espoir qu'une fois la première émotion calmée, l'Angleterre permettra que cette affaire suive son cours normal devant le tribunal de Genève. Si, dit-il, la Grande-Bretagne se retire entièrement, le mémoire américain n'en sera que plus facilement accepté.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 Sans aucun doute, jugeront avec loyauté et dont la décision sera la même que si les deux parties avaient plaidé leur cause devant eux.

États-Unis, 24 février.
 New-York, 24 février.
 Le World dit que le mémoire américain peut

bien être une bévue, mais que le gouvernement doit le maintenir, s'il ne veut pas s'exposer à la division et à l'impopularité. Pour lui, la destruction complète du traité de Washington est préférable à l'abandon de sa position, car cet abandon serait reconnaître honteusement qu'il a eu recours à la chicane en présentant un mémoire insoutenable. Si le traité tombe, l'affaire revient simplement à son point de départ. La démocratie doit soutenir le gouvernement dans cette question. Elle réglera ensuite ses comptes avec le président Grant.
 (Agence Havas.)

PARIS, DIMANCHE 25 FÉVRIER 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

L'Assemblée avait hier à se prononcer pour ou contre la validation des élections récemment faites dans le département du Nord. Des deux candidats qui se trouvaient avoir obtenu la majorité des voix, l'un, M. Dupont, présentait un succès franc et inattaquable, bien qu'un faible écart le séparât seulement de son concurrent le plus voisin, M. Derégnaucourt. Mais le cas de ce dernier, républicain avoué et peut-être trop avoué, n'était pas aussi clair. Le rapport de la commission, tout en concluant à la validation quand même, faisait une critique si verte des moyens employés pour assurer le scrutin, qu'on a eu raison de lui reprocher de ne pas tirer les conclusions de ses prémisses. L'incident principal de cette agitation électorale et celui que la droite a retourné avec le plus d'ostentation contre l'élection de M. Derégnaucourt, c'est l'intervention personnelle du maire de Cambrai qui a appuyé dans son journal, le *Libéral*, de la façon la plus accentuée, la propagande des manifestes ultra-républicains. Il aurait même adressé, par voix officielle et sous sa signature, aux maires des communes et aux divers comités électoraux, des circulaires recommandant M. Derégnaucourt.

Or, les termes de ces documents, et entre tous, d'une certaine affiche sur la couleur de laquelle les opinions se sont divisées (le rapporteur tenant pour le rose, la droite toute entière la déclarant rubiconde), étaient menaçants pour celles des fractions de la Chambre qui ne partageaient point les opinions du candidat. Comme de raison, les programmes ont appelé les programmes; une ardente polémique s'est engagée sur ce terrain brûlant entre les journaux du département qui professent les opinions les plus opposées. Ce qu'il a dû pleuvoir d'épithètes violentes et d'expressions osées dans un tel débat, on le suppose aisément, et les extraits, portés à la tribune par le rapporteur, en donnent quelque idée. La monarchie constitutionnelle a été mise en face de la République, et, comme celle-ci, à eu ses manifestes. Ce n'est point le maire qui les a signés, mais le président du conseil général, ce qui a permis à la droite de s'écrier qu'on ne voyait point dans ses manœuvres la main et les agents du gouvernement.

La question des candidatures officielles est évidemment plus brûlante pour le gouvernement actuel que pour tout autre. Les membres de la droite l'attendent au passage et l'arrêtent en lui disant que le provisoire est une trêve et non pas un gouvernement. Mais tout le monde convient que cette trêve a été faite dans un certain esprit qui éloigne aussi bien les candidatures révolutionnaires que les candidatures monarchiques. En admettant que l'Assemblée eût raison de condamner les moyens employés dans l'élection de M. Derégnaucourt, elle n'aurait pas le droit d'exalter les manifestes signés par des présidents de conseils généraux et prêchant la monarchie constitutionnelle.

Quant à savoir jusqu'à quel point un maire, nommé par le 4 septembre, a pu engager le gouvernement, c'est ce sur quoi nos renseignements ne nous permettent

pas de prononcer. La majorité a trouvé que d'une manière ou de l'autre l'élection de M. Derégnaucourt était douteuse : elle l'a invalidée.

Les commissaires chargés d'examiner la proposition Lefranc ont été nommés hier par les bureaux : neuf sont défavorables à la prise en considération et six favorables.

PARIS, DIMANCHE 25 FÉVRIER 1872

QUESTION DU JOUR

LF POSTE VACANT A ROME

Depuis que M. de Goulard a échangé son titre de ministre de la République française près le roi d'Italie contre le portefeuille du commerce, ceux qui ont fait métier pendant quinze ans, comme le *Sicéle*, de sacrifier les intérêts de leur patrie à ce qu'ils appelaient la cause des nationalités, réclament l'envoi d'un ministre français à Rome, afin de prouver aux Italiens que nous voulons continuer la politique de l'empire à leur égard.

Nous sommes d'avis, en principe, qu'il est contraire aux intérêts bien entendus du pays de laisser nos ambassades, nos légations à l'étranger sans titulaires, sans chefs, en un mot sans direction; aussi estimons-nous que le gouvernement ne saurait tarder plus longtemps à pourvoir aux postes diplomatiques actuellement vacants, notamment à celui de Rome.

Seulement, nous différons d'opinion avec ceux qui, comme le *Sicéle*, demandent l'envoi d'un ministre français à Rome, pour ne pas indisposer les Italiens; ce motif ne nous paraît pas suffisant.

Nous répétons que s'il est à regretter que le poste de ministre de France près la cour d'Italie reste aussi longtemps vacant, c'est que nous avons besoin à Rome d'un agent diplomatique impartial, attentif, pouvant renseigner le gouvernement de la République sur les tendances de la politique italienne et aussi sur l'état intérieur du pays. Ce n'est pas absolument pour être agréable à l'Italie que nous devons y envoyer, sans retard, un représentant, mais bien dans le but de fournir au ministre des affaires étrangères les informations précises sans lesquelles il lui serait impossible de diriger avec fruit la politique extérieure.

Est-il besoin de dire que nous avons accepté les faits accomplis en Italie, et que les déclarations qui précèdent ne tendent en rien à aggraver nos rapports avec le gouvernement du roi Victor-Emmanuel : au contraire.

Nous avons pensé longtemps, avec l'italié au comte de Cavour, que l'Italie avait tout intérêt à s'acheminer lentement vers Rome. Quand tant d'autres poussaient en avant, nous avons accepté le rôle de garde-fous, de conservateurs. Nous n'avons point à regretter ce que nous avons fait : le rôle de Cassandre a bien sa grandeur dans le livre impartial et froid de l'histoire.

Aussi croyons-nous que Mgr Dupanloup et les députés de la droite, qui vont essayer demain de provoquer un vote de l'Assemblée en faveur du saint-siège, ne feront qu'exciter des passions qu'il importe au contraire d'apaiser, au point de vue de la paix générale et des intérêts bien entendus de la religion catholique. Nous ne saurions, quant à nous, reconnaître à la France le droit d'intervenir, même diplomatiquement, dans une question que les faits accomplis ont décidée.

Le gouvernement a choisi, nous assure-t-on, l'amiral La Roncière le Noury pour représenter la République française à Rome. L'élevation de son caractère et sa modération sont assurément de nature à faire taire toutes les défiances, et à prouver à la droite, à l'opinion catholique, que tout en

acceptant les faits accomplis, il entend réserver sa liberté d'action et inaugurer une politique de conciliation et d'apaisement.

JULES DE PRÉCY.

LETTERES D'ANVERS

24 février, 3 h. 1/2.

La soirée d'hier s'est passée sans incident grave. Comme d'habitude, quelques groupes peu nombreux ont stationné devant l'hôtel Saint-Antoine pendant que les promeneurs paisibles et des curieux indifférents circulaient sur la place Verte.

C'est à peine si quelques cris sans écho de : « Vive la liberté ! » ont été proférés. Les manifestants commencent à se lasser et à comprendre qu'ils ne sont pour leurs frais.

Le *Précurseur* d'Anvers, organe du parti avancé, a beaucoup exagéré les événements. Son numéro d'hier au soir contient un article des plus violents qui se termine ainsi :

Pourquoi le gouvernement, issu de la droite, a-t-il expulsé Victor Hugo et n'expulse-t-il pas le comte de Chambord ? A-t-il l'intention de laisser tomber en désuétude la loi sur les étrangers ? Non, n'est-ce pas ? Il l'appliquera dès demain à tout socialiste qui viendra conspirer en Belgique. C'est donc que le comte de Chambord, en sa qualité de représentant du droit divin, est un objet d'une bienveillance, d'une protection particulière. C'est donc qu'il peut impunément lui seul, braver en Belgique les rigueurs de la loi de 1835. C'est donc enfin que l'égalité devant la loi, principe auquel tous les Belges sont soumis, n'existe pas, sous le cabinet catholique, à l'égard des étrangers !

Comme vous le voyez, le rédacteur de la feuille anversoise comptait beaucoup sur l'interpellation qu'il a faite hier à la Chambre M. de Fré. Il a dû être bien déçu en lisant ce matin le compte rendu de la séance. Il ignore si les explications loyales fournies par M. le ministre des affaires étrangères l'auraient satisfait, et j'en doute. Mais de ce soir, pour savoir comment il les aura accueillies.

En tout cas, le *Précurseur* n'a pas réussi à soulever les passions populaires. Le bon sens de la population belge est au-dessus de toutes les excitations des partis. En Belgique, comme la dit hier le ministre, on n'a de sympathies que pour le drapeau national, et peu importe aux citoyens de ce pays que la France arbore le drapeau blanc ou conserve le drapeau tricolore.

L'opinion générale est qu'on doit laisser le comte de Chambord absolument libre de recevoir qui bon lui semble, du moment qu'il ne trouble pas la paix publique.

L'Echo du Parlement, journal dont le libéralisme ne saurait être suspecté, soutient cette opinion et il la traite assez vertement les manifestants d'Anvers.

La réception quotidienne du comte de Chambord a commencé aujourd'hui à une heure ; elle vient de se terminer à l'instant. On voit sortir de l'hôtel Saint-Antoine, une foule de messieurs en habit et en cravate blanche. Plus de quatre-vingt personnes ont été présentées aujourd'hui au chef de la maison de Bourbon.

Demain la réception aura lieu à la même heure. Ce sont des gentilshommes appartenant presque tous aux départements de l'Ouest qui sont inscrits. On remarque sur la liste une foule de noms illustres de la Bretagne, de l'Anjou, du Maine et du Poitou.

Ce soir, à six heures, grand dîner auquel assistera l'archevêque de Malines, le prince de Ligne et quelques autres gentilshommes belges ou français.

Pour être présenté au comte de Chambord, il suffit d'aller se faire inscrire dans le bureau de l'hôtel. Deux secrétaires sont spécialement chargés de prendre les noms des arrivants, ainsi que leur adresse à Anvers et le département qu'ils habitent.

Le comte de Chambord prolongera son séjour à Anvers jusqu'à la fin du mois. Il n'ira pas à Bruxelles, afin d'éviter un embarras au roi Léopold, qui serait obligé, paraît-il, de lui faire une visite officielle.

Le bruit court ici que plusieurs agents de la police secrète de Paris sont arrivés ces jours derniers. On désigne même certains individus que l'on voit rôder en ville.

Pour ma part, j'ai peine à admettre la vérité de cette assertion, et je serais assez porté à croire que ces gens sont tout bonnement

des commis-voyageurs ou des touristes inoffensifs.

Quelques reporters anglais ont saisi l'occasion de se faire présenter au comte de Chambord, qui les a accueillis avec la plus grande bienveillance. Ces messieurs sont tous débarqués à l'hôtel du Grand-Laboureur. Ils paraissent attacher une grande importance politique au voyage du comte de Chambord. A bientôt d'autres détails.

Nous recevons les dépêches suivantes :

Anvers, 24 février, 1 h. 16 m., soir.
 L'archevêque de Malines a fait une visite ce matin au comte de Chambord.

Des rassemblements se forment devant l'hôtel Saint-Antoine. On s'attend à des manifestations après la Bourse. (Celle-ci se tient sur la place Verte, où se trouve l'hôtel Saint-Antoine.)

Des affiches, rédigées en termes énergiques, convoquent ce soir les habitants à un meeting, pour protester contre le séjour du comte de Chambord.

Celui-ci a retenu, à l'hôtel, dix-huit appartements pour lundi.

Anvers, 24 février.
 Un avis de l'autorité communale interdit les rassemblements de plus de cinq personnes. Une certaine émotion règne dans la ville.

Anvers, 24 février.

La proclamation suivante vient d'être affichée : « Concitoyens, afin d'éviter le retour des scènes regrettables qui, depuis quelques jours, se produisent devant l'hôtel Saint-Antoine, je suis donc dans la nécessité de prendre des mesures qui assurent la tranquillité et le respect dû à tous les citoyens qui visitent cette ville. »

J'invite, en conséquence, les citoyens amis de l'ordre, de ne pas encourager par leur présence, des manifestations qui ne peuvent que porter une grave atteinte à l'honneur et à la réputation de la cité.

« Signé : VANDENBERGHE. »

Anvers, 24 février, 10 h. 15 soir.

La circulation dans la rue de la Bourse, composée surtout de curieux, a été dans les rues avoisinantes en poussant divers cris. Les cris hostiles au comte de Chambord paraissent être les plus nombreux. Il y a eu quelques rixes sans gravité. La pluie a dispersé la manifestation. Tout est calme.

Anvers, 25 février.
 La soirée d'hier a été très agitée. Le quartier où est situé l'hôtel habité par le comte de Chambord était entouré d'un cordon de gendarmes, et la circulation était interdite.

Un meeting a eu lieu. La salle était comble. On y a protesté contre le séjour du comte de Chambord.

La foule était considérable dans les rues. Les gendarmes ont dû plusieurs fois charger.

Une démonstration en faveur de la France républicaine a eu lieu devant l'habitation du conseil de France.

Nous recevons la lettre suivante :
 Versailles, 24 février.

Monsieur le Rédacteur,
 Dans votre numéro de ce jour, en rendant compte de la séance de la gauche républicaine du 22, vous affirmez que j'aurais parlé en faveur de la proposition de loi contre la presse.

C'est là une erreur capitale ; car, arrivé à la fin de la discussion, je n'ai pas pu prendre part au débat, et ce n'est qu'après la clôture que j'ai pu manifester mon opinion, qui est diamétralement opposée à celle que vous me prêtez.

L'espèce de votre loyauté, monsieur le rédacteur, dans votre plus prochain numéro.

Veillez agréer l'expression de ma haute considération.

ESCARQUEL,
 représentant des Pyrénées-Orientales.

REVUE DES JOURNAUX

Sous la signature de son rédacteur en chef, la *Gazette de France* publie la déclaration suivante, qui prouve que la droite constitutionnelle n'entend pas laisser perdre le bénéfice de la situation créée par la proposition Lefranc. Suivant M. Janicot, cette proposition est sur jamelle du manifeste des 80 ; l'appui que M. Bourgeois en a donné d'une manière éclatante au gouvernement, le vote du centre droit, de la droite et de la droite extrême qui l'ont sanctionné, ont signé le

placait sous notre plume. De cette façon, jamais l'artiste ne se reconnaîtra.

M. Ponsard s'acquiesce fort convenablement au rôle peu sympathique de Claudius. Il chante juste, qualité rare chez les basses, et joue avec conviction.

M. Bosquin prête, au personnage un peu effacé de Laertes, sa charmante voix et son excellente méthode. Quant à son jeu ; tousjours à l'italienne.

Mille compliments à la svelte M^{lle} Beaugrand, qui dans le pas créé par M^{lle} Fioretti avec un art exquis. M^{lle} Beaugrand est une de nos meilleures danseuses en ce moment. Elle sait unir la force à la grâce, la difficulté à l'élégance avec un égal bonheur.

Les chœurs ont très bien marché, et l'orchestre s'est surpassé. Signalons la façon remarquable dont a été jouée l'introduction du second tableau (on a rétabli le trombone à pistons pour ce morceau), et la ritournelle qui accompagne l'entrée des comédiens sur le théâtre de pantomime.

Nous regrettons ne pas savoir le nom de l'artiste qui a exécuté le solo de saxophone.

Voilà donc une bonne représentation que vient de nous donner M. Halanzer ; nous l'en félicitons sincèrement, en l'engageant à ne plus déchoir. C'est le meilleur moyen pour le directeur de l'Opéra, de faire oublier ces représentations à la bonne franquette qui ont marqué son arrivée à l'Académie de musique.

Notre campagne en faveur des compositeurs français et de notre but d'estime pour les œuvres de M. Ricci nous a valu les plus grossières injures du carré de papier, que publie le marchand de musique Escaudier, sur le titre pompeusement grotesque de l'*Art musical*.

Cette feuille a été créée, comme bien vous pensez, dans l'unique but de porter aux nues les produits de la boutique que tient cet honnête brocanteur de partitions.

Il n'y a plus de plaisir à entendre deux mots de récitatif dits par M^{me} Gueymard, qu'un vacarme ininterrompu chanté par M^{me} Sessi.

Mais ne chagrinons personne, et mettons trois étoiles à la place du nom qui déjà se

contrat dont les républicains s'efforcent aujourd'hui de pervertir le sens en voulant passer sur les décisions de M. Thiers, après avoir au préalable pesé sur l'opinion publique.

Le gouvernement entend faire une œuvre loyale ; on en a acquis la conviction à la dernière séance. Les paroles des ministres ne laissent pas de doute sur ce point. Partant de ce principe, l'œuvre de la commission est toute tracée : elle devra s'attacher à ne laisser dans le texte de loi aucune obscurité afin de ne permettre aucune fautive interprétation.

L'interdiction tendue en ce moment de s'approprier le projet et de faire croire que c'est soit l'interdiction toute discussion sur la nature et l'origine de la loi nouvelle, actuelle que M. Thiers propose la loi nouvelle, elle espère qu'à la faveur de ces dispositions on ne pourra plus discuter la République du 4 septembre ni considérer la forme présente du gouvernement, comme ayant un caractère tout à fait transitoire. Le parti républicain compte, en un mot, essayer d'arriver par ce moyen au définitif.

Ces tentatives, que les organes des radicaux ne cherchent nullement à dissimuler, doivent éclairer la Chambre sur ce qu'elle a à faire en présence de la loi nouvelle. Il faut que tout en protégeant la personne du président de la République et l'autorité souveraine de l'Assemblée, elle caractérise la situation, et laisse à la discussion, par la presse, les questions que le provisoire comporte.

Le *Soir* a bien moins de confiance. Il n'exprime pas seulement les craintes qu'il éprouve pour son propre parti, que tout le monde sait être la fraction du centre gauche qui applaudit M. Thiers. Sorte de Diable-Boiteux politique, il visite successivement tous les partis, et, avec beaucoup d'esprit d'ailleurs, déclare que la monarchie, aussi bien que la République, perdent à ce jeu leur latin. Ce serait une comédie assez triste, mais assez comique. La gauche et la droite seraient à la fois les dupes aveugles de la politique personnelle de M. Thiers, et le moins dû de tous ce ne serait pas M. Thiers lui-même.

M. About parle ainsi : « Messieurs, dit Lucrèce Borgia, vous êtes tous empoisonnés. » Messieurs, dirai-je plus familièrement aux députés de la nation française, vous êtes tous refaits, et tous, sans exception, vous perdrez la partie.

Vous d'abord, les meilleurs et les plus éclairés de tous, gens du centre, hommes sans ambition ni parti pris, qui préférez la France à la monarchie, à la République et à vous-mêmes, vous qui pensiez faire œuvre pie en ajournant les discussions constitutionnelles jusqu'à la guérison de nos blessures et le rétablissement de nos forces.

Vous n'avez rien guéri, car la France est presque aussi malade qu'au 17 février 1871 ; vous n'avez rien rétabli, car l'instruction obligatoire, le service obligatoire et le paiement obligatoire de la rançon nationale sont encore à l'état de projet, et douze mois perdus en papotage stérile ont plus embrouillé qu'éclairci la question.

Après avoir démontré comment les aspirations monarchiques et les aspirations républicaines viendraient échouer successivement devant le besoin et le désir de gouvernement qui fait le fonds de la politique de M. Thiers, M. About continue :

Mais il se peut fort bien que M. Thiers soit dupe, lui aussi, et que ses plus savantes manœuvres aient abouti à rien. Car M. Thiers, s'il est un homme prodigieux, un homme supérieur à la plupart des autres, n'est pas un homme sage, et il ne saurait pas gouverner, et il ne sera jamais un gouvernement à lui seul.

Il conclut : « Un régime qui n'est ni la monarchie ni la République, ni l'autorité traditionnelle, ni la liberté rationnelle, ni la démocratie, ni l'aristocratie, mais simplement le triomphe et la prospérité d'un individu n'est pas fait pour imposer le respect aux anarchistes et aux autorités qui quettent l'occasion de nous manger tout vifs. »

Voici la définition que M. Vuilleumet donne de la conversion constitutionnelle opérée par la droite légitimiste, sous la bannière de MM. Ernoul et Cumont :

Pour caractériser la situation par une image bien familière, mais que le caractère persévérant de la maison d'Orléans et de ses fidèles nous impose, les législatifs croient comme nous que le roi de France doit rester assis sous un dais et ne sortir qu'à cheval ; et cependant leur programme, en définitive, tend à assoier le roi sous un parapluie et à le promener en omnibus.

M. Robert Mitchell trouve que les lois existantes fournissent des armes assez puissantes

Voici quelques extraits qui donneront à nos lecteurs un échantillon de cette littérature d'arrière-boutique :

« Si l'on venait à avoir du respect pour le beau, ils seraient perdus. — Effaçons Dieu et mettons à la place la déesse Raison, disent-ils. On sait ce que c'est que cette ignoble divinité de carrefours. Au nom de cette déesse, ON MASSACRAIT LES PRÊTRES ET ON FERMAIT LES EGLISES !!! »

Et ailleurs : « Les chefs révolutionnaires de la musique passeront, mais leurs imitateurs resteront, et c'est la gent la plus pernicieuse, les vivants du faux renom de leur perle-drapé, COMME LES INSECTES VIVENT DE LA PLÂTE. »

Plus loin, on nous déclare personnellement ATTENTIF DE CRÉTINISME.

Si Escaudier, plus habile à exploiter les artistes qu'à manier la plaisanterie, veut nous entraîner dans une polémique dont le premier mot est une grossièreté, nous l'avertissons qu'il perd bien inutilement son temps ; nous n'avons pas édité les partitions de M. Ricci ensemble.

Mais le coup qui nous assomme, le voici : « Quand on a sur la conscience une aussi lourde ineptie que *Sardanapale*, on n'est pas en droit d'être exigeant pour les autres. »

Ah ! cher monsieur, si l'on voulait chercher tout ce que vous pouvez avoir sur la conscience, on y trouverait peut-être des... comment dire... des inepties — servons-nous de votre mot — d'un poids bien autrement lourd que la modeste partition que vous nous reprochez d'avoir éditée, et à laquelle vous trouvez sans doute plus de valeur si vous l'avez éditée.

VICTORIN JONCIÈRES.

P. S. — Nous sortons de la première représentation des *Noces de Figaro*, à l'Opéra-Comique. A part M^{me} Carvalho, qui a retrouvé à la salle Favart son ancien succès du Théâtre-Lyrique, exécution molle et indécente, qui semblerait indiquer que l'ouvrage n'a pas été suffisamment répété. A dimanche prochain les détails. — V. J.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 26 FÉVRIER

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA : *Hamlet*, opéra en cinq actes, poème de MM. Michel Carré et Jules Barbier, musique de M. Ambroise Thomas. MM. Faure, Ponsard, M^{me} Gueymard et Sessi, M^{lle} Beaugrand.

L'ART MUSICAL et la boutique Escaudier.

POST-SCRIPTUM : Un mot sur la reprise des *Noces de Figaro*.

La reprise de *Hamlet* à l'Opéra est venue confirmer l'opinion que nous nous étions faite de cet ouvrage à la première représentation : c'est que le drame de Shakespeare se prête difficilement à être transformé en opéra.

Le caractère philosophique du personnage principal ne nous paraît pas appartenir au domaine forcément restreint de la musique dramatique, qui ne doit pas, à notre avis, étendre ses limites au delà des passions et des sentiments tels que l'amour, la haine, la colère, la vengeance, la jalousie, etc., etc.

Roméo peut chanter sa langoureuse sérénade sous le balcon de Juliette ; Othello rugir sa sombre jalousie ; mais quels accents trouver pour traduire musicalement le monologue de *Hamlet* : « Être ou n'être pas ? Quelle cavatine rendra jamais ce cri désespéré du docteur à l'égard terrible de la raison au face du problème insoluble de l'éternité ? Ceci est du ressort de la symphonie qui, à l'écoute du drame lyrique, gagne en profondeur ce qu'elle perd en précision.

Aussi, voyons-nous la plupart des compositeurs qui ont voulu faire de la métaphysique sur la scène, échouer malgré tout leur génie ou tout leur talent, dans cette audace mais stérile entreprise.

Wagner, sous l'impression qu'avaient

faite sur son âme les idées du philosophe Schopenhauer, a composé *Tristan et Isolde*

santes au gouvernement pour frapper la presse dans ses écarts de propagande en faveur des régimes déchus. De puissants motifs ont pu le séduire, le décider au parti grave de déroger à la loi ordinaire.

En bien, dit-il, ces motifs sérieux, graves, intéressants la tranquillité publique, et la prospérité nationale, les juges les apprécieront certainement, comme M. le président de la République les apprécie lui-même, et ils sauvent tout aussi promptement la société, et par des procédés plus réguliers.

Le gouvernement y gagnerait de dégrader sa responsabilité dans une affaire nécessairement fort délicate. Nous y gagnerions, nous, un enseignement utile, une expérience profitable.

Sachant exactement pourquoi l'un de nos confrères est frappé, nous éviterions de tomber dans les mêmes erreurs; nous prendrions les précautions que la justice impartiale nous indiquerait; et la cause de l'ordre ne saurait y rien perdre.

LES ACTES OFFICIELS

LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Le Journal officiel contient ce matin la promulgation de la loi relative à la reconstitution des actes de l'état civil, dont les registres ont été détruits par la Commune.

CONVOICATIONS D'ÉLECTEURS

Les électeurs du canton de Guéméné (Morbihan) sont convoqués pour le dimanche 17 mars prochain, à l'effet d'élire leur représentant au conseil général.

NOMINATIONS D'ADJOINTS AU MAIRE

Par décret en date du 24 février 1872, ont été nommés :

Adjoint au maire du 5^e arrondissement municipal de la ville de Paris, M. Royé (François).

Adjoint au maire du 12^e arrondissement municipal de la même ville, M. Fortier-Beaulieu.

NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES

Hier a été placé sur tous les murs un avis de la préfecture de la Seine, avertissant le public que l'adjudication de l'exploitation de la voirie de Bondy aura lieu dans un délai de trois mois au plus. Les personnes qui désirent concourir à l'adjudication peuvent, dès à présent, prendre connaissance du cahier des charges au Petit-Luxembourg.

LA VENTE DES JOYAUX

L'impératrice Eugénie continue de faire vendre ses objets précieux à Londres. Après les bijoux, les éventails et les ombrelles. Une riche collection de tabatières et de bonbonnières est exposée à la vente à Pall-Mall.

Elles sont au nombre de quarante, et proviennent, pour la plupart, de l'époque de Louis XIV.

Deux porte-cigares magnifiques, en écume de mer avec des rubis et diamants, que Napoléon III avait reçus du khédive, ainsi que trois coffrets provenant du petit Trianon, font partie de la vente.

LES INHUMATIONS

Le préfet de la Seine vient de décider qu'à l'avenir les cimetières de Saint-Ouen, d'Ivry et des Prés-Saint-Gervais desserviront chacun un arrondissement de Paris dont il est le plus voisin. On compte ainsi diminuer l'encombrement des cimetières intérieurs, dont plusieurs sont ultra-plains.

LE LORD-MAIRE

M. Dakin, lord-maire de Londres, quitte Paris ce soir. Il faut, en effet, qu'il soit à Londres le 27, pour la grande cérémonie qui doit avoir lieu à Saint-Paul, en l'honneur du rétablissement du prince de Galles. Nous avons déjà fait connaître, il y a une quinzaine de jours environ, quel doit être le programme de cette cérémonie.

LE YACHT-CLUB DE FRANCE

Le Yacht-Club de France, société d'encouragement pour la navigation de plaisance, se réorganise en ce moment et compte prendre l'initiative de plusieurs courses pendant la saison qui va commencer. Le Yacht-Club s'est donné pour mission, non pas d'organiser lui-même des courses, mais de patronner celles des sociétés nautiques qui se mettent en rapport avec lui, et de donner des prix aux vainqueurs de ces courses. En 1863 et

1869, le Yacht-Club de France avait atteint, avec un grand succès, le but qu'il s'était proposé, sous la présidence de M. Gabriel Benoît-Champy.

MORT D'UN COMMUNEUX

Des lettres d'Angleterre nous annoncent que le sieur Sabourdy, délégué de la Commune à la dix-huitième légion (Montmartre), vient de mourir à Birmingham, dans une position de fortune des plus aisées.

LES COMMUNES

Simon Mayer et les autres condamnés de conseil de guerre, dont la peine a été commuée par la commission des grâces, viennent d'arriver à la prison de la Roquette. Les condamnés sur le recours en grâce desquels il a été statué sont immédiatement dirigés sur différents dépôts. Les uns restent dans les maisons centrales et sont placés sous la juridiction du ministre de l'intérieur; d'autres envoyés à la Guyane pour y subir la peine des travaux forcés, et ceux-là passent dans les attributions du ministre de la marine. A partir de ce moment les condamnés ne peuvent plus obtenir leur grâce qu'ils n'aient subi la moitié de leur peine, les condamnés à perpétuité après dix ans.

L'EXPOSITION DE L'HÔTEL D'ARLO

C'est aujourd'hui dimanche que l'hôtel d'Arlo ouvrira ses portes au public, qui sera reçu par la gracieuse propriétaire, la duchesse d'Arlo, qui vient d'y organiser une exposition au profit des Alsaciens et des Lorrains. Nous avons été à même de pénétrer hier dans l'hôtel en question, afin de pouvoir nous rendre compte par nous-même de la justesse du bruit que l'on faisait de cette vente au faubourg Saint-Germain, et nous sommes obligés d'avouer que rarement exposition particulière a offert une plus riche collection d'objets d'art et de tableaux signés des plus grands noms de nos peintres modernes.

Parmi ces derniers, nous citerons une délicieuse aquarelle de Meissonnier (on sait combien elles sont rares), représentant un épisode de la guerre de 1871, et un délicieux portrait d'Henriette Browne avec un autographe du modèle (une princesse seulement), qu'il dédia à l'acheteur généreux. Citons encore un petit bronze de Clésinger et une superbe collection de pipes, rapportées par le comte de Bosain, qui a été l'ami de Gérard de Nerval, lors du séjour de ce dernier au Caire. La vente a lieu tous les jours, et l'exposition fermera le 15 du mois prochain.

LE PONT D'ARGENTEUIL

C'est demain lundi que doit commencer la pose du nouveau pont d'Argenteuil. Ce pont, construit d'après le système tubulaire, est aujourd'hui entièrement achevé, et repose sur terre par morceaux le long du canal de la Seine. Les travaux de pose dureront un mois environ; plusieurs officiers du génie militaire y assisteront, par l'ordre du général Mac-Mahon. Le nouveau pont d'Argenteuil offre cet avantage, si on a besoin de le faire disparaître, on n'a pas besoin de le couper. Il se démonte pièce à pièce. Un grand nombre de curieux viennent le visiter tous les jours; il est gardé par deux factionnaires, qui empêchent les gamins de jouer sur les énormes pièces de fonte qui le composent.

LES CHAPELIERES

Mercredi prochain aura lieu dans la salle Lévis, à Balignolles, la réunion bi-annuelle des ouvriers chapeliers de Paris. L'ordre du jour est celui-ci : Modification du prix du travail, et du nombre d'heures de travail. Nous ferons connaître à nos lecteurs le résultat de cette réunion.

LES NOUVEAUX HÔTES DU JARDIN DES PLANTES

Hier est arrivé au Jardin des plantes un oiseau des plus rares, le *casar* ou *casque*. Ce nouveau venu est un magnifique échantillon de cette race. Son prédécesseur est mort d'enlèvement pendant le siège, et a été dévoré à des prix insensés par les habitants des grands restaurants du boulevard. Le personnel du Jardin des plantes s'est occupé en même temps de cinq serpents, oiseaux fort curieux par la guerre acharnée qu'ils font aux serpents de toute espèce. Aujourd'hui on domine attend d'un lion d'Afrique, qu'on dit une taille énorme, et d'une féroce *primo cartello*. Un nouvel éléphant est en route, et arrivera vers la fin du mois. On voit que le Jardin des plantes se repeuple rapidement.

LA RUE DE HARLAY

Nous avons visité hier les travaux de la rue de Harlay, et nous avons constaté que la large brèche, pratiquée au parapet du quai de

l'Horloge pour faciliter aux ouvriers l'enlèvement des débris, est presque complètement réparée. A la fin de la semaine il n'en restera plus trace. Quant aux maisons incendiées, elles ne sont pas entièrement reconstruites, tant s'en faut, et les ouvriers ne travaillent sérieusement qu'à deux d'entre elles. Impossible d'imaginer rien d'aussi triste le soir que cette rue, habituellement déserte et mal éclairée.

SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier, à huit heures du soir, on a trouvé le cadavre du sieur Alphonse Ledolles, pendu à l'épaulement de la fenêtre de sa chambre, située 12, rue Lepic. La mort remontait à plusieurs heures.

A huit heures du soir, rue Orniel, 14 bis, la dame Adèle Roux, âgée de 45 ans, française, a été trouvée asphyxiée dans sa chambre. Un réchaud de charbon de bois qui brûlait encore au milieu de la pièce, lui avait servi à mettre à exécution son funeste dessein.

M. Boursaut, commissaire de police, accompagné du docteur Gaget, a constaté le décès.

Hier, dans la soirée, un marinier qui stationnait aux abords du pont d'Argenteuil, ramant à l'aide d'un croc le cadavre d'une jeune femme parvenue à l'âge d'environ 30 ans. L'état de décomposition avancée du cadavre trahissait un séjour prolongé dans le fleuve. Sur elle aucun papier établissant son identité.

M. Berlioz, commissaire de police, la fit transporter à la Morgue.

— Albert Duro, demeurant rue du Château-d'Eau, se livrait presque chaque jour à des excès de boisson. Hier, en rentrant chez lui dans son état habituel, il fut soudain pris d'un accès de rage et se précipita par la fenêtre. Quand on le releva, il était mort.

Hier, vers huit heures et demie du soir, les habitants de la rue de Maistre entendirent des gémissements étouffés partant du mur du cimetière Montmartre. Plusieurs personnes sortirent immédiatement, et on aperçut couché au pied du mur, un individu se tordant dans d'atroces convulsions. On le releva immédiatement et on le transporta chez un pharmacien de la rue des Abbesses, où il fut constaté qu'il avait avalé une forte dose de laudanum. On l'a transporté à l'hôpital de Lariboisière : son état est désespéré.

Cet original, qui était venu se tuer à côté d'un cimetière, se nomme Julien Prévôt.

ÉCHOS MILITAIRES

Un décret du président de la République, en date du 6 janvier 1872, rendu sur le rapport du ministre de la guerre, avec l'assentiment du ministre des finances, a affecté au service du département de la guerre les bâtiments et dépendances de l'ancien séminaire de Farbes.

Il serait question, paraît-il, d'y installer une des écoles de sous-officiers récemment adoptées.

Troupes consignées dans les casernes. — Plusieurs journaux annonçaient, il y a quelques jours, et nous ne savons trop sur la foi de quels renseignements, que les troupes de la garnison de Paris avaient été plusieurs fois de suite consignées dans les casernes. On assure même, si nous avons bonne mémoire, que le nombre et la force des patrouilles parcourant la nuit les rues de la capitale, étaient considérablement augmentés.

Nous pouvons affirmer de la façon la plus positive qu'aucun ordre dans ce sens n'a été transmis, par l'autorité supérieure et par l'état-major de la place, aux généraux commandant les divisions ou aux chefs de corps. Rien jusqu'ici ne saurait, il nous semble, donner raison à des mesures extraordinaires de précaution, qui ne prendrait qu'en vue de parer à des éventualités fâcheuses. Paris est trop bien gardé par sa nombreuse garnison pour que des désordres soient à craindre tant que durera l'état de siège.

Il ne faut pas oublier qu'à partir de six heures, et d'après les ordres récents du ministre de la guerre, les sous-officiers et les soldats doivent presque tous rentrer dans les quartiers pour assister à des cours réglementaires qui leur sont faits sous la surveillance des capitaines et des officiers de semaine.

Beaucoup de nos confrères auront probablement vu dans cette prescription nouvelle, le résultat d'une consigne exceptionnelle donnée contre des désordres ou des troubles imaginaires.

Un nouveau conseil de guerre. — Par décret du 3 février, il a été établi un nouveau conseil de guerre dans la 1^{re} division mili-

taire. Ce conseil prendra le numéro 24 et siégera au fort du mont Valérien.

Il est même question d'en établir trois autres pour en finir, dans le courant de mars, avec ce qui reste de commandants détenus sur les pontons. A cet effet, des états de proposition pour les fonctions spéciales du parquet militaire ont été demandés dans tous les corps de l'armée de Versailles.

Capitaines à la suite. — Le ministre de la guerre a décidé, à la date du 18 février courant, que la moitié des vacances de capitaine revenant à la non-activité, seraient accordées aux plus anciens des capitaines actuellement à la suite dans les régiments d'infanterie ou dans les bataillons de chasseurs à pied, lors du travail de l'avancement pour les lieutenant, qui doit avoir lieu prochainement.

En conséquence, les généraux commandant les divisions actives ou territoriales sont invités à donner des ordres aux colonels, pour qu'ils établissent d'urgence les listes, par rang d'ancienneté, de tous les capitaines qui se trouveraient sans emplois dans les différents régiments de leurs divisions.

Ces états nominatifs seront adressés directement, et sans passer par la voie hiérarchique, au ministère de la guerre (bureau de l'infanterie), par tous les chefs de corps.

Cadres de la garde nationale mobile. — Le ministre de la guerre a remarqué que les principes de la constitution des cadres des bataillons et batteries de la garde nationale mobile n'étaient pas parfaitement connus dans les divisions militaires.

Par une circulaire, en date du 24 janvier 1872, il a été rappelé aux généraux commandant les divisions que :

1^o Aux termes d'un arrêté du pouvoir exécutif, en date du 2 juin 1871, les emplois d'officiers créés en vue de la guerre, tels que ceux de colonel, de lieutenant-colonel, d'officiers comptables des conseils centraux (le capitaine-major excepté), de capitaine faisant fonctions de major, de capitaine adjudant-major, de médecin et d'officier payeur, sont supprimés;

2^o Ceux des emplois conservés qui comptent plusieurs titulaires, resteront entre les mains des derniers, régulièrement nommés et en possession des emplois au moment du renvoi des gardes mobiles dans leurs foyers. Les autres seront placés à la suite.

Comme conséquence de ces dispositions, il résulte que les noms des officiers titulaires des emplois supprimés, et ceux des officiers maintenus provisoirement en fonctions, cessent de figurer sur les situations de personnel, qui ne devront comprendre exclusivement que le personnel des bataillons et batteries. — MOUSSEUR.

LES TRIBUNAUX

COUR D'ASSISES DE LA COTE-D'OR

Audience du 22 février

DOUBLE ASSASSINAT SUIVI DE VOL. — CONDAMNATION A MORT.

Deux femmes âgées ont été assassinées, à six semaines d'intervalle, dans la commune de Noiron-sous-Bèze, canton de Mirebeau (Côte-d'Or), par un misérable qui espérait trouver chez elles l'argent nécessaire pour satisfaire à ses habitudes de paresse et de débauche. Adulé seulement de vingt-six ans, le coupable a déjà subi deux condamnations correctionnelles pour vol; il a montré le cynisme le plus révoltant, l'insensibilité la plus grande après la perpétration de ses crimes.

Arrêté presque immédiatement après l'assassinat de la veuve Cornet par le maréchal des logis de gendarmerie de Mirebeau, qui a montré, dans ses recherches, une sagacité et une intelligence remarquable, Rouette, obligé de faire des aveux complets, n'a pas exprimé le moindre repentir. Il a conservé la même attitude devant la cour d'assises, et a même reconnu qu'il avait encore commis d'autres crimes et qu'il n'avait été infortuné dans ses sinistres exploits. Le sort de ce scélérat paraissait ne pas devoir soulever de grandes discussions dans le jury.

Cette affaire a été très rapidement jugée, l'audience des témoins n'ayant donné lieu à aucun incident.

L'émigration requérante de M. Prost, premier avocat général, M. Langeron, avocat nommé d'office, prend la parole et borne ses efforts à éviter à son client une condamnation capitale.

Néanmoins, à la suite d'une courte délibération, le jury rend un verdict affirmatif sur toutes ces questions, et sans accorder l'acquittement des circonstances atténuantes.

En conséquence de ce verdict, la Cour a condamné Pierre Rouette à la peine de mort et ordonné que l'arrêt serait exécuté sur la place publique de Dijon.

Rouette, qui a entendu sans émotion la terrible sentence, s'est pourvu en cassation.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(5^e chambre)

L'OCCUPATION PRUSSienne. — L'OBLIGATION

DU PAYEMENT DES LOYERS

Le 22 janvier dernier, la 5^e chambre du tribunal de la Seine rendait un jugement qui, contrairement à une jurisprudence antérieure, semblait poser en principe que les locataires des maisons de campagne situées dans les environs de Paris étaient, par le seul fait de la présence des Prussiens, dispensés de l'obligation de payer les loyers courus pendant l'occupation ennemie.

Le tribunal paraît vouloir revenir à sa première jurisprudence, comme l'indique le jugement rendu dans les circonstances suivantes. En 1870, M. Thiesse est devenu locataire d'une propriété sise à Ermont (Seine-et-Oise); sa jouissance a commencé le 1^{er} avril de ladite année. Le propriétaire, M. Rabier, a touché, sans difficulté le terme de juillet; mais il n'en est pas de même pour ceux d'octobre 1870 et de janvier et avril 1871.

M. Thiesse a refusé le paiement parce que, dit-il, Ermont a été occupé durant tout ce temps par l'armée prussienne; il ajoute qu'il a vu, par l'acte de la chaise longue qu'il a même été obligé de se réfugier à Paris et qu'il y est resté enfermé pendant le siège.

Le tribunal, saisi de la contestation, a condamné le locataire à payer au propriétaire la somme de 700 francs, montant en principal et accessoires des loyers réclamés, et l'a condamné en outre aux dépens.

AFFAIRE JANVIER DE LA MOTTE

C'est demain lundi que vient l'affaire Janvier de La Motte devant la cour d'assises de la Seine-Inférieure.

Voici les noms des accusés :

M. Eugène Janvier de La Motte, ancien préfet de l'Eure;

M. Etienne-Louis-Philippe-Symphorien Bourguignon, architecte départemental;

M. François-Alexandre-Désiré Boulanger, entrepreneur de peinture en bâtiments;

M. Edouard-Honoré Vittecoq, maire de Beaumont-le-Roger.

108 témoins sont assignés par le ministère public et près de 50 par les autres accusés. Les débats dureront, suivant toutes les probabilités, huit jours. 650 questions environ seront soumises au jury.

M. Isoard, procureur général, et M. Grenier, avocat général, occuperont le siège du ministère public.

La défense des accusés est confiée à Mes Lachaud, du barreau de Paris, et Honnaux, pour M. Janvier de la Motte, Frère pour M. Bourguignon, Vauquoy pour M. Vittecoq, et Ducoté pour M. Vittecoq.

Nous publierons le compte rendu détaillé de cet intéressant procès.

ÉCHOS DE PARTOUT

Le prince Oscar de Suède est attendu vers le 15 mars prochain à Paris, où il passera un mois. C'est la seconde visite que nous fait le prince. Il descendra à l'hôtel Meurice, où ses appartements sont déjà retenus.

Personne n'a oublié la fameuse salle des Folies-Belleville, où se sont débitées tant de discours charbonnés, ou, on est en lieu tant de burlesques motions. C'était, en vérité, le type des clubs de la folie. Sous le siège, la salle devint une ambulance, puis un café-concert; aujourd'hui, elle est transformée en théâtre, et l'on y joue des vaudevilles, moins réussis peut-être, au point de vue comique et bouffon, que les harangues des orateurs d'autrefois. Mais on parle d'une nouvelle transfiguration, et la salle des Folies sera bientôt, dit-on, consacrée, comme autrefois, aux plaisirs de la danse. On en revient toujours à ses premières amours.

Nous sommes passé hier devant la maison qui fait le coin du boulevard Richard Lenoir et de la place de la Bastille, et nous avons constaté qu'elle est complètement reconstruite. Elle avait été détruite par le canon le 26 mai. C'est une maison prédestinée; il n'y a eu que quatre-vingt-dix ans, elle a été reconstruite trois fois. Au siècle dernier, elle a été brûlée par Calais, incendiaire fameux, condamné, en 1707, au supplice de la roue. Elle a servi d'asile à Marat et à Anacharsis Clootz, et a été abattue par les septembriseurs. Elle a été reconstruite ensuite en 1797, sous le Directoire.

On vendait hier à l'hôtel Drouot la collection de livres du marquis de Beran. Depuis longtemps on n'avait vu si belle vente. M. Fontaine, le libraire, en a acheté pour plus de 50,000 francs. Les éditions les plus remarquables et qui ont été adjugées aux prix les plus élevés, sont les *Œuvres complètes* de Molière (1^{re} édition parue), 1,800 fr.; les *Œuvres complètes* de La Fontaine, 1,800 fr.

Le service de bout de l'an de M. J.-P. Laroze sera célébré mardi 27 février 1872, à midi précis, à l'église de la Trinité.

Les amis de la famille sont priés de vouloir bien considérer le présent avis comme une invitation.

Toutes les œuvres des auteurs du siècle de Louis XIV ont été d'ailleurs très bien vendues, tant à cause des gravures que de leur superbe reliure.

Citons aussi une *Imitation de Jésus-Christ* de Lamemais, qui a été très vivement disputée et qui est arrivée au prix de 300 fr.

Quoique actrice, jeune et fort aimée, on peut néanmoins se servir de roux, et voici comment l'art dramatique a failli perdre hier soir M^{lle} Alice Vais, la charmante Dugazon.

Revenant du spectacle, après une soirée de fatigue, la jeune artiste voulut se reconforter en avalant un bouillon froid; mais en s'endormant, elle oublia le breuvage, négligeant d'enlever de la tasse la cuiller de roux qui s'oxyda d'une manière suffisante pour déterminer un empoisonnement lorsque l'actrice éveillée voulut prendre le bouillon.

Des soins assidus, prodigués avec intelligence ont écarté le danger, mais il est bon, croyons-nous, de signaler le fait aux ménages.

C'est à tort que plusieurs journaux annoncent que le 27 courant, sera adjugé, à l'hôtel des ventes, le droit au bail des Folies-Nouvelles, en même temps que le matériel de ce théâtre. Le bail ne peut être adjugé, pour cette bonne raison que M. Huart en devient le directeur.

Il ne peut faire autrement du reste, sous peine de grave préjudice; car on sait qu'il a hérité de son père du droit au bail pour trente-six ans.

Voici le programme des courses d'aujourd'hui à Porchefontaine :

Courses de haies. — Restent engagés : Cambronne, Geranium, Belvédère et Sars-Souci.

Steeple-chase handicap. — Dodona, Flora et Contrebande.

Selling steeple-chase handicap. — Six chevaux restent engagés : Cadomus, le Saphir, Amadou, Epave, Mutuel, Brocklesby.

Un des plus anciens cafés de Belleville, le café de la *Femme-France*, situé Grande-Rue, vient de fermer ses portes. Il existait depuis les premiers temps du Directoire. Sa vieille clientèle avait disparu peu à peu, pour s'en aller dans les brasseries et cafés-concerts, très nombreux dans cette rue.

Il n'est bruit, en ce moment, autour du lac d'une nouvelle venue dans le monde interlope, qu'on a baptisée du nom de la *Reine Carotte*.

La reine Carotte est une admirable fille aux cheveux blonds comme ceux d'Opélie, aux yeux bleus comme l'azur du ciel, à la taille élancée, et aux toilettes étourdissantes. Tous les jours, on la voit au bois, dans un magnifique landau, les cheveux constellés de diamants, et tenant à la main un énorme bouquet de lilas blanc.

Nous avons voulu savoir le véritable nom de la nouvelle célébrité; c'est une Alsacienne, qui s'appelle Marie Hertzbreil.

Quant à son surnom, nous croyons inutile de l'expliquer.

DON SPAVENTO.

On nous prie d'insérer l'avis suivant :

Souscription patriotique des Femmes de France pour concourir à la libération des départements occupés.

Comité du VIII^e arrondissement

Les Dames composant le Comité du 8^e arrondissement vont commencer leurs visites au domicile de chacun. Elles ont le ferme espoir de ne point être repoussées quand elles vous diront : « Pour la Patrie, s'il vous plaît ! »

LES AVIS DIVERS

Le service de bout de l'an de M. J.-P. Laroze sera célébré mardi 27 février 1872, à midi précis, à l'église de la Trinité.

Les amis de la famille sont priés de vouloir bien considérer le présent avis comme une invitation.

INDEMNITÉS POUR LES DÉGÂTS DE LA COMMUNE

Les propriétaires, locataires et négociants de Paris, atteints ou non par les dégâts de la Commune, sont invités à venir signer une pétition à l'Assemblée nationale, au secrétariat de la commission des négociants sinistrés, 4, cité d'Antin (angle rue Lafayette, 5).

Les DENTS, 1, rue St-Jacques. Opérations et pièces dentaires insensibles. D^{rs} MARCUS et HERMAN ADLER, membres du corps médical, rue Meyerbeer, 4.

miration qui, plus raisonnée, assure au grand poète une gloire réelle et durable.

L'interprétation a été digne de l'œuvre. Giffroy a composé avec une autorité superbe le rôle effrayant de Don Saluste. Il a représenté dans sa réalité saisissante le type décrit par l'auteur :

« Don Saluste, c'est Satan, mais Satan grand d'Espagne de première classe; c'est l'orgueil du démon sous la fierté du marquis, du bronze sous l'or; un personnage poli, sérieux, contenu, sobrement railleur, froid, lettré, homme du monde avec des éclairs infernaux. »

Lafontaine, qui avait la redoutable responsabilité du rôle de Ruy Blas, a triomphé de l'épreuve à son très grand honneur et aux applaudissements redoublés d'un public choisi. Il a été remarquable d'attitude, de conviction et d'émotion communicative. Sa diction, parfois tourmentée, inégale et fébrile, perdait rarement cet accent de vérité si nécessaire à la bonne interprétation du personnage.

Le rôle de la Reine a été supérieurement tenu par M^{lle} Sarah Bernhardt. Un peu lente d'abord dans les épanchements de ses inquiétudes et de ses mélancolies, elle est bientôt d'une grâce touchante quand elle ouvre son cœur à l'amour de l'inconnu, Qui souffre, ver de terre, amoureux d'une étoile.

Dans les scènes de passion et de désespoir, elle émeut vivement; par une rare intensité d'expression, sans éclats de voix et sans violence.

Pour avoir voulu peut-être trop bien faire, Mélingue n'a pas produit tout l'effet que son entrée et sa première scène promettaient. Avec un peu plus de sobriété, de mesure et de finesse dans son jeu, il a sans doute retrouvé, dès le lendemain, son succès accoutumé.

L.-P. LAFORET.

REVUE DRAMATIQUE

ODÉON : Reprise de *Ruy Blas*, drame en cinq actes, en vers, de M. Victor Hugo.

Est-il bien utile de se replier sur soi-même pour relever dans la feuilleton ce qu'il peut y avoir de définitif et d'inévitable dans quelques détails secondaires de ce drame superbe? Si un jugement nouveau était à porter, nous le ferions passer après les manifestations enthousiastes et profondément senties des spectateurs d'élite dont l'unanime acclamation a salué la reprise de *Ruy Blas*.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche 25 février 1872.

Nous venons de traverser une période de tourment, et on pouvait croire que notre crédit allait sombrer sur un des nombreux écueils qui s'élevaient devant lui. A l'intérieur, complots et conspirations pour renverser, par une révolution ou par un coup d'Etat parlementaire, l'ordre de choses établi; émission prochaine d'un emprunt de trois milliards; au dehors, complications internationales: question de l'Alabama, question prusso-russe.

Aujourd'hui le temps paraît être revenu au calme. Le gouvernement, s'armant de pouvoirs exceptionnels, semble décidé à sévir contre tous les fauteurs de désordre, d'où qu'ils viennent. L'emprunt est ajourné, et on ne répète plus le bruit qui avait couru qu'on n'ait pas à recourir à cette opération pour arriver à la libération du territoire, but constant de nos efforts, seul but que nous devions viser en ce moment. Enfin, les affaires de l'Alabama sont assoupies. Les complications entre la Russie et la Prusse ne sont point menaçantes. L'affaire du chemin de Grand-Luxembourg, réclamé par la Prusse comme chemin stratégique, ne donnera pas lieu, selon toute vraisemblance, à de sérieux conflits. Notre situation paraît donc meilleure.

C'est ainsi qu'on l'a appréciée dans la Bourse d'hier, samedi, et les cours ont été l'objet d'un véritable relèvement.

Si on ajoute que l'on ne fait plus que 2 à 3 fr. par mille francs, que les capitaux sont abondants, et qu'il en est une énorme quantité qui n'a pas pu être placée en report à la dernière liquidation; que le change sur Londres s'est détendu d'une manière significative; que hors banque on trouve l'escompte à de conditions modérées, il ne serait peut-être pas téméraire d'annoncer une reprise présentant quelque solidité pour la fin du mois et pour le commencement de mars.

Nous prenons nos précautions, on le voit, et nous faisons nos réserves, pour énoncer les prévisions de la spéculation pour une amélioration des cours; car nous sommes sur un terrain mouvant où le pied glisse ou s'enfonce souvent.

Nous devons dire encore, pour justifier les vues des optimistes, que le comptant n'a pas cessé d'acheter, et que c'est grâce à son activité intervention que nous avons pu conserver, au milieu de tant de causes de défaillances et de dissolution, une tenue relativement bonne.

Allons, faisons comme tout le monde: voyons de la hausse en liquidation.

Fonds d'Etats et de Villes. — La rente 3 0/0, qui s'était abaissée jusqu'à 56 25, s'est relevée dans la Bourse de samedi à 56 55 pour le comptant. La hausse s'est produite dans des proportions semblables sur le 5 0/0 libéré et non libéré. Le Morgan n'a pas sensiblement varié.

Nous signalerons particulièrement la hausse importante du 5 0/0 Italien. M. Sella triomphe et ses plans financiers ne rencontrent plus d'adversaires. Avec les ressources dont le ministre dispose, avec sa parfaite intelligence des affaires, il serait possible que, après le temps d'arrêt qui vient de se produire et après les nombreuses réalisations qui ont eu lieu, il y ait une nouvelle série de hausse. Quant à prédire le cours de 85 fr. annoncé par M. Sella, c'est une autre affaire.

Le Turc est remonté à 500 fr. Nous devons noter l'amélioration sensible des cours des obligations ottomanes, et particulièrement celles de 1869.

Le Russe continue à être bien tenu; c'est un titre bien classé, et qui a une clientèle de gens riches.

Le Dollar est lourd; ce fonds d'Etat, naguère si recherché, est aujourd'hui presque entièrement abandonné. Le Honduras est toujours recherché; il a résisté vigoureusement pendant la période d'atonie que nous venons de traverser. Ses titres se classent, et nous verrons prochainement des cours meilleurs. Le 1^{er} mars, on détachera un coupon de 10 fr.

Institutions de crédit. — La Banque de France reste à 3 600 fr. On ne peut expliquer les raisons qui déterminent le conseil de cet établissement à ne point baisser le taux de son escompte. C'est un véritable scandale, et on dirait que la conspiration contre l'ordre de choses établi a son point de départ et son foyer au sein de la Banque elle-même. Quand cet établissement fait des bénéfices qui ne sont véritablement pas avouables, quand ses escomptes se restreignent chaque jour, quand le commerce est dans un état de souffrance si près de la ruine et de la mort, on ne peut s'expliquer que la Banque résiste avec un entêtement coupable aux justes réclamations du public qui demande avec instance la diminution du taux de l'intérêt.

Nous allons donner les différences du bilan publié cette semaine :

L'encaisse a augmenté de 1,795,000 fr., et s'élève à 650,997,000 fr.

Le portefeuille de Paris a diminué de 25,100,000 fr., et celui des succursales de 16,430,000 fr.; le total de ces deux portefeuilles ne s'élève plus qu'à 470 millions.

Le Trésor a emprunté à la Banque une nouvelle somme de 40 millions contre remise de bons dont le total s'élève à ce jour à 1 milliard 336 millions.

Les divers comptes d'avances ont diminué de 588,000 fr. sur lingots et monnaies, de 875,000 fr. sur effets publics français, de 400,000 fr. sur actions et obligations de chemins de fer et de 29,000 fr. sur obligations du Crédit foncier.

La Ville a remboursé 8 millions sur son avance, dont le total n'est plus que de 136 millions.

La circulation des billets a fléchi de 2 milliards 430 millions à 2 milliards 394 millions; diminution, 36 millions. Le compte courant du Trésor a une légère augmentation de 354,000 fr., et reste à 83,664,000 fr.

Les comptes courants des particuliers se sont accrus de 292,231,000 fr. à 321,258,000 fr.; augmentation, 29,027,000 fr.

Les bénéfices de la Banque s'élèvent à 11,554,000 fr., et présentent une augmentation de 861,000 fr. pour la semaine.

De grands efforts sont faits pour soutenir les actions du Crédit foncier, mais la tâche est lourde.

Il ne faut pas se le dissimuler, le crédit de cet établissement a reçu une grave atteinte, ainsi que l'indique le cours de ses obligations. Si la baisse de ces titres devait continuer, les opérations ordinaires de prêt diminueraient forcément, puisque ces titres sont

la monnaie avec laquelle on paye les emprunteurs, et qu'on les oblige à la recevoir au pair.

Au-dessous d'une certaine limite, la perte sur ces titres rendrait les emprunts trop onéreux.

On est parvenu cependant à relever le cours des obligations à 0/0; elles sont remontées à 441 fr. 25; mais les obligations 5 0/0 qui se négociaient, il y a peu de temps, à 470 fr., sont tombées à leur tour à 458 fr.; ce sont ces dernières que le Crédit foncier livre en ce moment, au pair, à ses clients.

Le nombre des obligations émises par le Crédit foncier s'élève au chiffre effrayant de 1,318,000,000 fr. (un milliard trois cent dix-huit millions).

Ces titres reposent sur la propriété foncière qui leur sert de gage; leur baisse a été amenée par la dépréciation actuelle de cette propriété.

Où s'arrêterait cette baisse si cette dépréciation faisait de nouveaux progrès?

Le Crédit foncier se trouverait très probablement dans la nécessité de faire un appel de fonds sur ses actions pour se procurer les moyens de relever définitivement le cours de ses obligations, afin de ne pas imposer de trop grands sacrifices à ses emprunteurs.

On sait que ces actions ne sont libérées que de 250 fr. et que, par conséquent, on peut faire l'appel d'une somme égale qui produirait 15 millions.

Cet appel pourrait bien les faire baisser momentanément, mais on ne saurait s'arrêter devant cet inconvénient, car l'opération est commandée par les circonstances. Elle est indispensable pour relever le crédit de la Compagnie.

Il n'en faut que nous ayons tout dit sur cet important sujet; mais obligés de parler de toutes les valeurs, nous ne pouvons y consacrer qu'un espace très restreint chaque semaine.

Les actions du Crédit mobilier ont remonté, sur le bruit de la reprise des négociations avec l'Immobilière.

La lettre de M. Hausmann semblerait autoriser cet espoir.

Tout le désire vivement dans l'intérêt de tout le monde, dans l'intérêt de la place, que cette affaire soit véritablement en échec; dans celui surtout de la propriété foncière, qui, à Paris, est gravement menacée par les projets du Crédit foncier à l'égard de la Compagnie Immobilière.

Nous craignons fort cependant que cet espoir ne soit prématuré.

Nous ne tarderons pas à être fixés sur la réalité de ce bruit, car l'affaire de la demande en liquidation de la Compagnie Immobilière doit être appelée à l'audience de mardi prochain.

Si elle vient réellement ce jour-là, on peut affirmer que les négociations dont on parle n'auront pas abouti. En ce cas, la baisse pourrait reprendre le dessus, car les actionnaires du Crédit mobilier auraient à courir toutes les risques d'une grosse aventure.

Il faut donc se tenir en garde contre cette éventualité.

On ne saurait trop regretter la précipitation avec laquelle s'est opérée la reconstitution du Crédit mobilier. Si on avait procédé régulièrement, rien n'aurait dû être fait avant que les deux Compagnies se fussent mises d'accord.

Mais à quoi bon récriminer, les choses sont faites. Aujourd'hui il faut à tout prix sortir de la fausse situation dans laquelle on s'est placé, et ici plus que jamais c'est le cas de dire qu'un mauvais arrangement vaut toujours mieux qu'un procès, quelque bon qu'il puisse paraître.

Les Sociétés de crédit de création récente ont un peu perdu sur les cours de la précédente semaine. La Banque de Paris oscille de 1,200 à 1,190; les actions de la Banque des Pays-Bas se sont cotées pour la dernière fois le 16 février, jour de la liquidation; pour les opérations contraires au delà de cette échéance, chaque action s'est transformée en une action de la Banque de Paris libérée de 500 francs, le titre même restant entre les mains du détenteur avec les valeurs de l'excédent qui produira la liquidation de la Société au delà du remboursement du capital social. Ce titre estampillé, qui devient un bon de liquidation, se cote de 195 à 200 fr.

La Banque franco-autrichienne est revenue à 554 50.

Les institutions de crédit étrangères sont généralement bien tenues. Le Crédit mobilier espagnol est plus ferme et présente une tendance manifeste à des cours plus élevés. Nous ne pourrions que répéter ce que nous avons dit de cette valeur à savoir qu'elle n'est véritablement pas à son prix, et que, mieux appréciée et mieux jugée, elle devrait s'élever jusqu'à 600 fr. au moins. L'importance de ses réserves, l'amélioration croissante des titres de son portefeuille justifient pleinement le cours que nous venons de désigner.

Le Foncier d'Autriche a très bien résisté; on le demande constamment quand il descend au-dessous de 930. La Banque ottomane poursuit son mouvement de hausse, elle a fait 615 et finit à 610 au comptant.

Chemins de fer. — Le marché des Chemins de fer est plus actif et les cours sont meilleurs. Le trafic se soutient.

L'Orléans est à 857 50, le Nord à 965, l'Est à 145, le Lyon à 865, le Midi à 615, l'Ouest à 435.

Il y a obligations sont généralement bien tenues; nous sommes en mesure de rassurer les porteurs de titres de cette nature. Le gouvernement n'admet pas et ne saurait admettre les combinaisons financières consistant à payer l'indemnité prussienne avec des obligations de chemins de fer. Il faudrait en effet créer une somme suffisante pour faire 3 milliards et demi.

Les chemins étrangers ont eu des fortunes diverses; il y a baisse sur l'Autrichien et le Lombard; au contraire, les chemins Espagnols ont monté; on trouve le Nord d'Espagne à 102 50, le Saragosse à 145. Le Portugais est à 87, mais les obligations ont faibli à 155; le Nord d'Espagne a revenu variable vaut 127 50.

Recettes des Chemins de fer. — Nous publions aujourd'hui les recettes de la 5^e semaine de 1872.

Ces recettes sont par continuation excellentes; les excédents que nous donnons nos chemins de fer français sont encore considérables. Le trafic, du reste, loin de se ralentir, est en pleine activité. On peut juger de la bonne situation de nos lignes par le total des augmentations des cinq premières semaines; total qui est de 3,545,000 fr.

Le Lyon ancien continue sa série. Son augmentation la plus saillante atteint le chiffre de 974,000 fr.

L'Orléans ancien, très favorisé également,

a progressé de 383,000 fr., soit 25 1/2 0/0; le nouveau réseau gagne 182,000 fr., ou 26 50 p. 100; le Nord ancien a un excédent de 193,000 fr.; le nouveau réseau a une augmentation de 58,000 fr.

L'augmentation pour l'Ouest ancien est de 153,000 fr., ou 15 82 0/0; les lignes du nouveau réseau sont un peu faibles: elles ont un excédent brut de 28,000 fr., mais elles perdent 1 1/2 0/0 sur le rendement kilométrique.

Le Midi ancien a progressé de 146,000 fr., ou 6 75 0/0; les nouvelles lignes, de 24,000 francs, ou 8 11 0/0.

L'Est continue à nous présenter ses recettes sans aucune comparaison. Pour cette semaine, il accuse une recette de 1,644,000 fr. Peu de changement sur les chemins étrangers.

La section autrichienne des Lombards est en diminution de 182,000 fr., ou 11 60 0/0; par contre, la section de la Haute-Italie présente une augmentation de 155,000 fr., ou 12 95 0/0. Le Nord de l'Espagne a progressé de 60,000 fr., ou 21 41 0/0.

Le Madrid-Saragosse est en augmentation de 34,000 fr., ou 7 29 0/0; le Barcelone-Pampelune, de 27,000 fr., ou 16 74 0/0, et le Cordoue à Séville, de 4,000 fr., ou 8 34 0/0.

Les Portugais ont gagné 14,000 fr., ou 14 62 0/0.

Les Romains ont un excédent de 16,000 fr., ou 4 65 0/0.

Valeurs diverses. — Parmi les valeurs de cette catégorie, nous devons signaler les mouvements assez sérieux. Les actions et les délégations Suez ont monté dans une grande proportion. La Compagnie tenue de ces titres est très probable.

L'Immobilière a repris à 58 fr. Si cette société ne comptait pas en ennemi ses clients, qui consentent à sa perte pour profiter de ses dénouilles, nous verrions rapidement une amélioration des cours.

Les Petites-Voitures sont bien tenues à 210 fr.; les Transatlantiques à 240, on annonce comme très prochaine la distribution du dividende de 10 fr., voté à la dernière assemblée générale.

La Compagnie des Halles et Marchés de Naples a subi l'influence des événements, comme toutes les Sociétés qui ont leurs établissements d'exploitation à l'étranger. Cependant, ses titres conservent une bonne tenue, résultant sans aucun doute de la régularité avec laquelle elle a fait face à ses engagements à l'égard des porteurs. Mais la courante d'affaires qui se manifeste sur ses obligations est appelée à un grand développement le jour où on saura qu'à la fin de l'année courante, marchés, halles et abattoirs seront construits et en exploitation. Il est évident, dès lors, que le prix actuel n'est pas le prix normal, et qu'une hausse prochaine est à prévoir.

Les titres du Crédit foncier suisse ont été l'objet de fortes demandes pendant toute la semaine; aussi la hausse s'est-elle produite et maintenue. Il est indubitable que les actions franchiront le pair après l'assemblée des actionnaires, qui va avoir lieu à Genève.

Les obligations, garanties par des gages sérieux, sont aussi très recherchées, et leur cours sensiblement amélioré.

On parle d'une prochaine grande émission, celle de la Banque territoriale d'Espagne, dont la création est due à l'initiative d'administrateurs du Crédit foncier suisse.

VARIATIONS DES VALEURS AU COMPTANT D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

	Du 19 au 25 février	H.	B.
Rente 3 0/0	56 45	56 55	10
Rente 4 1/2 0/0	82 75	82 75	0
Emprunt 1871	91 15	90	15
Emprunt Morgan	508 75	507 50	1 25
Emprunt Italien	68 70	68 70	0
Emprunt Espagne 3 0/0	31 1/2	31 1/4	1/4
Banque	3335	3350	15
Foncier	917 50	920	2 50
Société générale	630	630	0
Crédit industriel	630	630	0
Foncier d'Autriche	930	927 50	2 50
Crédit mobilier	461 25	470 10	8 85
Compt. d'escompte	705	690	15
Comp. immobilière	57 50	58	0 50
Transatlantiques	225	225	0
Canal de Suez	240	235	5
Messageries	630	630	0
Omnibus de Paris	655	655	0
Banque des Pays-Bas	915	915	0
Caisse des Dépôts	645	645	0
Gaz parisien	638	630	8
Crédit mob. espagnol	523 50	525	1 50
Orléans	840	857 50	17 50
Nord	965	965	0
Est	145	145	0
Lyon-Méditerranée	850	855	5
Midi	610	610	0
Vendée	435	435	0
Chemins autrichiens	912 50	887 50	25
Sud-Aut.-Lombards	478	475	3
Saragosse	145	145	0
Romains	123 75	127 50	3 75
Barcelone-Pampelune	100	85	15
Nord de l'Espagne	102 50	88 75	13 75
Portugais	87 50	88 25	75
Cable Transatlantique	630	630	0

TAUX DE L'ESCOMPTÉ

	TAUX DE L'ESCOMPTÉ
Banque de France	3 0/0
France (Avances)	7 0/0
Londres	3 0/0
Amsterdam	3 0/0
Berlin	4 0/0
Frankfort	4 0/0
Saint-Petersbourg	7 0/0
Vienne	6 1/2 0/0
Bruxelles	2 1/2 0/0

TAUX DE L'ESCOMPTÉ

	TAUX DE L'ESCOMPTÉ
1 mois	4 0/0
2 mois	5 1/2 0/0
3 mois	5 1/2 0/0
6 mois	6 0/0

Valeurs en banque. — Notre marché a été pendant toute cette semaine sans aucune animation, sans activité et très lourd.

La plupart des valeurs sont en réaction sensible.

L'affaire de l'Alabama pèse toujours sur les fonds Américains. Ils sont maintenant à 104 1/2. Les séries remboursables sont également en baisse; on les traite à Dollars vert, 103; Dollars jaunes, 104 1/2.

Les fonds Espagnols, malgré le trouble, la perturbation qui régnait dans la presque totalité, conservent une tenue réellement étonnante. La crise ministérielle les a très peu influencés. On les cote: Intérieure, 26 7/8; Extérieure, 1869, 31 5/16; Extérieure 1871, 31 3/16.

Les fonds Turcs sont fermes et ne s'éloignent pas du cours de 50 fr.

Les lots Turcs sont en faveur constante. On les négocie couramment de 172 à 174 fr.

Les Ottomans 1869 s'échangent de 309 à 311 fr.

L'Egyptien 7 0/0 a baissé de 1/20 0/0. Il se négocie à 85 fr.

Le Péruvien 6 0/0 n'a subi aucun changement et reste à 80 5/8.

Les rentes Pontificales ont conservé les cours de la semaine précédente. On cote: Pontificale (60 64), 66; emprunt Blount, 65; Romaine 5 0/0, 64.

Peu d'affaires sur les valeurs à lots, qui se traitent sur cours suivants: lots Russes 1864, 530; lots Russes 1866, 540; lots Autriche 1854, 540; lots Autriche 1864, 335; lots Autriche 1868, 112; Florence, 217; Naples, 135; Madrid, 143.

Les obligations des chemins étrangers ont baissé sensiblement.

Les transactions sur ces valeurs sont toujours restreintes.

On cote: Autriche ancienne, 305 50; nouvelles, 298; Lombardes anciennes, 252 50; nouvelles, 254 75; Guillaume-Luxembourg, 234; Sardes nouvelles, 197; Méridionales, 207 75; Livourne, 197 50.

Les Foncières et Communales continuent à fléchir. On cote: Foncières 5 0/0, 459; Communales 5 0/0, 463.

Cours des valeurs en banque

6 0/0 Américain	104 1/2
3 0/0 Américain	104 1/2
3 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2
5 0/0 Américain	104 1/2

Payement d'intérêt

1^{er} février. — Emprunt de la Ville de Paris (1869). — 6 fr. par obligation (5 fr. 85, impôt déduit).

1^{er} février. — Comptoir d'escompte de Paris. — 25 fr. par action (24 fr. 40, impôt déduit), 14, rue Bergère.

1^{er} février. — Crédit foncier colonial. — 12 fr. 50 par obligation de la première et de la deuxième émission (12 fr. 10, impôt déduit), 15 fr. par obligation de la troisième émission (14 fr. 65, impôt déduit), 14, rue Bergère.

1^{er} février. — Compagnie des chemins de fer des Charentes. — 10 fr. par action (9 fr. 65, impôt déduit), 42, rue de Châteaudun.

1^{er} février. — Compagnie du chemin de fer de Lille à Valenciennes et des extensions. — 50 fr. par obligation de la première et de la deuxième série, coupon n° 4 (7 fr. 25, impôt déduit), à la Banque des chemins de fer d'intérêt local, 57, boulevard Haussmann.

1^{er} février. — Canal de Suez. — Payement du coupon des obligations de la 1^{re} série (1^{er} avril 1871), 9, rue Clauzel.

1^{er} février. — Compagnie des halles et marchés de Naples. — 6 fr. par obligation, 2, rue Meyerbeer.

1^{er} février. — Compagnie des usines centrales de la Guadeloupe (en liquidation). — Répartition de 90 fr. par action, chez M. Poirier, 16, rue Grange-Batelière.

1^{er} février. — Compagnie des salins du Midi. — 12 fr. 50 par action (12 fr. 02, impôt déduit), coupon n° 6, rue Neuve-des-Mathurins, 75.

1^{er} février. — Chemins de fer de l'Est. — Premier dividende de 1871 (coupon n° 25), 2 fr. par action (19 fr. 50, impôt déduit), rue et place de Strasbourg.

1^{er} février. — Société des Hauts-Fourneaux, forges et tonderies de Franche-Comté. — 8 fr. 25 par action, 68, Grande-Rue, à Besançon.

1^{er} février. — Compagnie des mines de Béthune. — 9 fr. par obligation (8 fr. 70, impôt déduit), 3, rue Rossini.

1^{er} février. — Compagnie navarro-aragonaise des Cinq-Villes. — 15 fr. par obligation, 43, rue Taubout.

1^{er} février. — Compagnie des établissements Duval. — 15 fr. par action, coupon n° 16 (15 fr., impôt déduit), 19, rue de Rome.

REVUE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Céréales. — La situation des affaires est très mauvaise. Le marché du blé est au point de dépression. On n'a rien ou presque rien fait. L'abstention la plus grande subsiste. Ni la meunerie, ni la boulangerie, ni la spéculation, ne veulent acheter; tous se bornent à observer et à refuser toutes les concessions des détenteurs.

La baisse a naturellement fait de nouveaux progrès. Ce progrès est de 1 fr. pour cette semaine. C'est donc, depuis trois semaines 3 fr. de baisse par sac sur toutes les qualités.

On cote par 120 kil. :

Blés blancs de choix, de 42 50 à 43 fr.; blés rouges de même sorte, de 42 à 42 50; premières qualités, de 40 à 41 fr. 50; sortes courantes, de 38 à 39 50; sortes ordinaires, de 35 à 37 50.

En commerce, même stagnation d'affaires.

On tient les blés, selon qualité, dans les ports de la Manche, de 31 à 33 fr., parité de 32 à 34 fr. A Paris, on demande 35 fr. des qualités de choix.

A la Halle, au quintal, les blés de mars se cotent normalement de 28 à 30 fr., sans trouver acheteurs.

Les menus grains sont également dans de mauvaises conditions.

Le seigle, peu demandé, reste avec peine à 21 fr. les 115 kil. sur bateau ou en gare.

L'orge a baissé de 50 c. On la cote de 15 fr. à 16 fr. 50 les 100 kil., suivant qualité.

L'escourgeon a la cote nominale de 20 fr. à 22 fr. les 100 kil.

L'avoine est assez offerte. Elle est de 16 à 17 francs les 100 kilogr., suivant poids, couleur et mérite.

Les sarrasins restent très calmes: les Solognes, de 14 fr. à 14 50; les Breagnes, à 14 50 à 15 fr. le quintal.

Farines. — Les affaires en farines de consommation restent languissantes. Les prix sont toujours en baisse; la marque D et les choix sont maintenant à 73. On cote :

Choix et marque D..... 73 à » »
Bonnes marques..... 71 à 72
Sortes cour. et ordin..... 68 à 70

En commerce, les farines sont à nouveau en baisse par suite d'une forte émission de filières pour la liquidation de fin du mois. On cote :

Blé-Marchés, le sac de 157 kil. net.
Courant du mois..... 72 50 à 72 75
Mars et avril..... 72 50 à 72 75
Mai et juin..... 72 50 à 72 75
4 mois de mai..... 72 50 à 72 75

Superfines.
Courant du mois..... 71 » » à » »
Mars et avril..... 71 25 à » »
Mai et juin..... 71 25 à » »

Issues. — Les issues sont en légère amélioration. On cote :

Son, de 11 à 12 50 et 13 fr. les 100 kil.; recoupettes, de 10 à 11 fr.; remoulages, suivant blancheur, de 15 à 18 fr.

Pécules. — La baisse s'est arrêtée un moment. Les offres sont toujours très nombreuses. Nous cotons comme suit :

Fécule n° 1 de Paris ou de l'Oise. 40 » à 41 »
— verte..... 22 50 à 23 »

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 24 février.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY.

Question.

M. des Rotours adresse une question au ministre de l'agriculture relativement à l'application de la loi sur l'épizootie.

Certains cultivateurs, dont le bétail a été abattu en mai et juin dernier, attendent encore le règlement des indemnités qui leur sont dues. Ils ont écrit à M. des Rotours, et lui ont demandé s'il n'y avait rien de fait pour leur faire obtenir ces indemnités.

M. des Rotours répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon, ministre de l'agriculture et du commerce, répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. de Lamoignon répond qu'il n'y a rien de fait, et qu'il va s'en occuper.

M. Goblet, au nom de la minorité du bureau, demande à faire connaître la vérité sur les faits qui se sont passés.

La minorité de la commission n'avait pas tout d'abord accepté les termes dans lesquels était conçu le rapport que vous venez d'entendre. Une vive discussion s'éleva dans le bureau, et une minorité imposante de 9 ou 10 voix contre 16 demanda que le blâme ne se produisît pas sous une forme aussi vive.

Si vous considérez les faits, messieurs... (Parlez! Faites les connaître!), vous reconnaîtrez avec moi que c'est un acte de justice que de valider la double élection.

En déclarant d'abord que les deux candidats sont parfaitement honorables, l'orateur dit qu'il s'est senti étranger aux faits qu'on lui a présentés. (Bruit.) Messieurs, j'ai l'honneur d'être avocat... (Rires ironiques à droite.) Eh bien! depuis vingt ans que j'exerce, je n'ai jamais rencontré de juge se prononçant comme vous le faites avant d'avoir été éclairé.

M. Leroyer : Il faut nous faire aux habitudes de la droite.

M. Goblet : Je laisse de côté les faits accessoires. Les deux faits concernant l'élection de M. Derégnaucourt consistent, l'un dans une irrégularité de forme, en ce sens qu'on a oublié d'annexer aux bulletins annuels une certaine quantité de bulletins annuels; l'autre dans l'appui donné à cette élection par le maire de Cambrai. Le premier, tout le monde le reconnaît, n'est pas de nature à entraîner la nullité des opérations. J'arrive à l'examen du second fait.

On s'est plaint de publications de journaux; mais y a-t-il une seule élection sans que les journaux de diverses opinions se livrent à une polémique pareille, et où il ne se trouve des passages aussi regrettables que ceux contenus dans le *Libéral* de Cambrai?

Une voix à droite : Jamais.

M. Goblet : Soyez tranquilles, je vais vous en donner la preuve tout à l'heure. Je ne veux pas défendre l'affiche rose que le rapporteur vous a lue, ni quant au fond, ni quant à la forme; je la trouve mauvaise en raison de sa forme violente. Mais cette affiche n'est pas signée par le maire de Cambrai, et la circulaire sur laquelle il a apposé sa signature est absolument inoffensive; elle engage tout simplement les électeurs à aller chercher des bulletins au bureau du *Libéral* de Cambrai.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

Il est impossible d'assimiler cette invitation, cet avertissement au bas d'une circulaire à une signature mise au bas d'une affiche. Le fait est blâmable, mais il doit l'être dans une juste mesure, et nous avons trouvé que le rapporteur dépassait cette mesure.

M. de Bouteiller : Justement, c'était l'époque des candidatures officielles, et c'est le même fait qui se reproduit aujourd'hui!

M. Goblet : Il y a une mauvaise habitude de la part de la ville de Cambrai; mais cela ne peut être la cause de l'annulation d'une élection. (Aux voix! non! non! parlez!) Vous pouvez d'autant moins annuler l'élection de M. Derégnaucourt en validant celle de M. Dupont, que vous ignorez comment s'est faite cette dernière. (Ce n'est pas la question!)

M. Goblet ajoute que les manifestes publiés en faveur de MM. Dupont et Bergerot sont, eux aussi, signés de noms officiels, de celui du président du conseil général du Nord.

Voix nombreuses à droite : Il doit son titre à l'élection; c'est son droit!

M. Goblet : De celui de M. Tribert, conseiller général, maire de Magny. (Ah! ah! à gauche.) — A droite : Ce n'est pas un maire nommé par le gouvernement, comme celui de Cambrai.

M. Bouteiller : C'est un maire élu!

M. Goblet : Il n'en est pas moins le délégué du pouvoir exécutif. (Non! non! à droite.) Le nombre : Enfin ce manifeste n'insulte personne!

M. Goblet : Voici maintenant une affiche émanée du comité conservateur et libéral (car nous changeons d'arrondissement, et nous avons besoin de modifier notre liste et nos opinions) de l'arrondissement de Valenciennes.

L'orateur lit cette affiche, dans laquelle il est dit que MM. Dupont et Bergerot sont les partisans de la politique que suit l'homme illustre qui nous gouverne. (Ah! ah! — Rires à gauche.) Qu'ils sont les ennemis déclarés de la politique de Gambetta. (Bruit.)

Un membre à droite : La politique d'un ennemi. (Protestations à gauche.)

M. Gambetta : Je demande la parole pour un fait personnel. On me dit qu'il a été proféré (montrant la droite) de ce côté une injure à mon adresse. Je somme celui qui l'a proférée de se lever et de dire son nom (Rumeurs à droite.)

M. Goblet, continuant sa lecture : « Comme nous soutenons une politique que M. Thiers lui-même a qualifiée de politique de fou furieux... »

M. Goblet : Comment, très bien! mais n'est-ce pas là une injure? (Bravos à gauche.)

M. Gambetta (de sa place) : Oui, vous avez préféré la paix à l'honneur et vous avez donné pour l'acheter deux provinces et 5 milliards. (Bravos autour de l'orateur.)

Un membre à droite : Le pays vous a jugé!

M. Gambetta : Le suffrage universel a déjà jugé entre vous et moi. Si vous voulez, sortons de cette Chambre et faisons un appel à la France; elle prononcera encore comme elle a prononcé une première fois. (Assés assés — Agitation.)

M. le président agit sa sonnette et réclame le silence. Ces émotions, dit-il, et ces scènes de désordre compromettent la dignité de l'Assemblée. (Aux voix!) — Qu'on mette aux voix l'élection sans division!

M. Goblet termine par une dernière considération. Dans le Pas-de-Calais et la Somme, des élections vont avoir lieu prochainement, et déjà une bande de candidats bonapartistes est venue s'abattre dans ces deux départements, voisins du col du Nord. N'y aurait-il pas intérêt à ne pas renouveler dans ce département si peuplé les agitations toujours inséparables d'une élection, alors surtout que le résultat qui vient d'être opposé prouve que les deux opinions opposées se balancent également? (Vive approbation à gauche.)

M. le rapporteur fait observer que dans son rapport il ne s'est occupé que de l'élection de M. Derégnaucourt, puisque les protestations que la commission a eues à examiner ne portaient que sur ce point. Tous ces faits, relatifs à l'élection de M. Dupont, dont M. Goblet vient de parler, n'avaient pas à être examinés par la commission, puisqu'ils n'ont donné lieu à aucune protestation.

Le rapport a conclu à la validation tout en demandant qu'un blâme fût infligé aux faits incriminés. (Aux voix!)

M. Haragon : Il y a autre chose à faire que de blâmer ces faits. (Aux voix! la clôture!) — Parlez! Pour ne pas couper de l'élection de M. Dupont, qui n'a pas été attaquée (Ah! ah!), mais de celle de M. Derégnaucourt, parce qu'elle a donné lieu à de graves irrégularités et que par le fait il n'y a entre le candidat et celui qui vient après qu'un écart de deux cents voix?

La question de la validation de cette élection s'est posée devant l'Assemblée dans des termes tels qu'elle doit se prononcer.

M. Chabaud-Latour proteste contre les imputations dirigées contre les administrateurs des mines d'Anzin et particulièrement contre M. de Marcell, qui s'est toujours renfermé strictement dans sa mission de directeur de ce grand établissement.

M. le président : Le 11^e bureau propose l'annulation de l'élection de M. Derégnaucourt, élus dans le département du Nord.

Voix nombreuses : Nous demandons la division.

M. le président : La division est de droit, du moment que l'une de ces élections est attaquée et que l'autre ne l'est pas.

M. Dupont est déclaré admis.

M. le président : Un scrutin a été demandé en ce qui concerne les conclusions de la commission, qui conclut à ce que l'élection de M. Derégnaucourt soit validée.

Le scrutin a lieu. En voici le résultat :
Nombre des votants : 635
Majorité absolue : 318
Pour : 304
Contre : 331

L'Assemblée n'ayant point adopté ces conclusions, l'élection de M. Derégnaucourt est invalidée.

VENTES A L'ENCHÈRE

PARC MONCEAU
DEUX MAISONS parfaitement construites et décorées, rue de Valenciennes, 6 et 11, à Paris.

A VENDRE en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet.
La maison n° 6 a une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Celle n° 11, au coin de la rue Rambaud, a aussi une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Le 11^e bureau propose l'annulation de l'élection de M. Derégnaucourt, élus dans le département du Nord.

Voix nombreuses : Nous demandons la division.

M. le président : La division est de droit, du moment que l'une de ces élections est attaquée et que l'autre ne l'est pas.

M. Dupont est déclaré admis.

M. le président : Un scrutin a été demandé en ce qui concerne les conclusions de la commission, qui conclut à ce que l'élection de M. Derégnaucourt soit validée.

Le scrutin a lieu. En voici le résultat :
Nombre des votants : 635
Majorité absolue : 318
Pour : 304
Contre : 331

L'Assemblée n'ayant point adopté ces conclusions, l'élection de M. Derégnaucourt est invalidée.

VENTES A L'ENCHÈRE

PARC MONCEAU
DEUX MAISONS parfaitement construites et décorées, rue de Valenciennes, 6 et 11, à Paris.

A VENDRE en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet.
La maison n° 6 a une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Celle n° 11, au coin de la rue Rambaud, a aussi une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Le 11^e bureau propose l'annulation de l'élection de M. Derégnaucourt, élus dans le département du Nord.

Voix nombreuses : Nous demandons la division.

M. le président : La division est de droit, du moment que l'une de ces élections est attaquée et que l'autre ne l'est pas.

M. Dupont est déclaré admis.

M. le président : Un scrutin a été demandé en ce qui concerne les conclusions de la commission, qui conclut à ce que l'élection de M. Derégnaucourt soit validée.

Le scrutin a lieu. En voici le résultat :
Nombre des votants : 635
Majorité absolue : 318
Pour : 304
Contre : 331

L'Assemblée n'ayant point adopté ces conclusions, l'élection de M. Derégnaucourt est invalidée.

VENTES A L'ENCHÈRE

PARC MONCEAU
DEUX MAISONS parfaitement construites et décorées, rue de Valenciennes, 6 et 11, à Paris.

A VENDRE en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet.
La maison n° 6 a une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Celle n° 11, au coin de la rue Rambaud, a aussi une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Le 11^e bureau propose l'annulation de l'élection de M. Derégnaucourt, élus dans le département du Nord.

Voix nombreuses : Nous demandons la division.

M. le président : La division est de droit, du moment que l'une de ces élections est attaquée et que l'autre ne l'est pas.

M. Dupont est déclaré admis.

M. le président : Un scrutin a été demandé en ce qui concerne les conclusions de la commission, qui conclut à ce que l'élection de M. Derégnaucourt soit validée.

Le scrutin a lieu. En voici le résultat :
Nombre des votants : 635
Majorité absolue : 318
Pour : 304
Contre : 331

L'Assemblée n'ayant point adopté ces conclusions, l'élection de M. Derégnaucourt est invalidée.

VENTES A L'ENCHÈRE

PARC MONCEAU
DEUX MAISONS parfaitement construites et décorées, rue de Valenciennes, 6 et 11, à Paris.

A VENDRE en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet.
La maison n° 6 a une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Celle n° 11, au coin de la rue Rambaud, a aussi une superficie de 100 mètres carrés, 6 et 11, à Paris.

Le 11^e bureau propose l'annulation de l'élection de M. Derégnaucourt, élus dans le département du Nord.

SUCCESSION

DE M. DURAND-DUBOIS AINE
VENTE d'environ 5.000 BOUTEILLES de VINS FINS de Bourgogne et de Bordeaux.

Des vins de Châteauneuf (1858), Chambertin (1858), Pommard (1861), Corton, Ladoles (1861), Châteauneuf, Branne-Mouton, Nuits, Marquis de Bel-Air, Montrouge, Châteauneuf (1865), Ladoles (1865), Clos-Vougeot (1865), Saint-Julien, Montrouge, etc.; fine Champagne (1865 et 1867), Porto, Rhum, Madère, Xérès, etc.

Boulevard des Italiens, n° 26, le vendredi 1^{er} mars 1872, à une heure et demie.

Par le ministère de M. CHARLES OUDARD, commissaire-priseur, rue Le Peletier, 31. Chez lequel se distribue le catalogue.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMABLE

AVENDRE Maison de campagne avec dépendances, dans le département de la Seine, à Fontenay-aux-Roses, rue de Chateaufort, 7.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

CHEMIN DE FER SARAGOSSE A PAMPLONE
Achat des Bons complémentaires dévolus aux porteurs d'obligations en paiement des coupons échus, chez E. Lion, changeur, 60, rue Lafayette.

COMPTOIR COMMERCIAL ET MARITIME
Rue du Faubourg-Montmartre, 13 (Paris)

SUCCESSIONS ET AGENCES :
Nantes — Bordeaux — Marseille — Londres — Liverpool — Cardiff — Anvers — Rotterdam — Hambourg — Christiania — Bergen — Copenhague — Barcelone — Trieste — Constantinople — Alexandrie — Port-Saïd, etc.

Achats et ventes, à commission, de tous produits bruts et manufacturés. — Connaissance. — Achat et escompte de warrants. — Transports pour tous pays.

Assurances maritimes. — Achats, ventes, armements, affrètements, consignation de navires à voiles et à vapeur. — Escomptes, — Réassurances.

Généralisation toutes opérations se rattachant au commerce extérieur et à la marine marchande. — Le Comptoir commercial et maritime prête son concours à des associations déjà constituées ou à constituer, sous la forme de Sociétés anonymes ou autres, ayant pour but des entreprises de commerce ou de navigation, et se charge de l'émission de leur capital.

Le Comptoir se charge également, au nom des armateurs et négociants, de suivre en leur nom, auprès des Compagnies d'assurances maritimes, toutes réclamations relatives aux pertes, sinistres, etc. Un conseil judiciaire, composé des juristes les plus compétents, est adjoint au Comptoir pour les questions de droit commercial et maritime.

RÉVISIONS GRATUITES des plus précis et les plus récents sur les cours des marchandises, du fret, du change, et généralement sur la situation des affaires commerciales et maritimes sur toutes les places du globe.

Des Télégrammes spéciaux sont adressés aux armateurs et négociants qui en font la demande.

Le Président du conseil d'administration, officier de la Légion d'honneur, David ne Penzance, ancien directeur des douanes.

AVIS AUX MÉDECINS ET PHARMACIENS
La Société SUD-AMÉRICAINE, 3, rue Meyerbeer, à Paris, a le privilège de

SEUL CUNDURANGO GAULT DE LOJA
Employé contre les Tumeurs, Cancres, Vices du sang. La Société reçoit le CUNDURANGO, par l'entrem. des consultants. Dépôts à la ph. Meyerbeer, 3, r. Meyerbeer. Vente Commission. Exportation.